

Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : FDS

**Arrêté préfectoral
fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter
de la société SK Functional Polymer à BALAN**

**La Préfète de l'Ain,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU le code de l'environnement - Livre V - Titre 1^{er}, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46,
- VU l'arrêté préfectoral du 17 mars 2005 modifié autorisant l'exploitation de deux lignes de fabrication de copolymères d'éthylènes et d'acétate de vinyle à haute teneur à Balan ;
- VU le courrier du 20 décembre 2019 de l'exploitant proposant une actualisation de son tableau de classement ICPE pour tenir compte de l'évolution de la nomenclature des ICPE ;
- VU le dossier de notification du 31 mai 2021 et les compléments du 28 décembre 2021, de la SAS SK Functional Polymer sollicitant l'autorisation de produire des PolyOléfines mettant en œuvre du méthacrylate de glycidyle ;
- VU la décision de l'autorité environnementale du 20 mai 2021 de ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de production de PolyOléfines mettant en œuvre du méthacrylate de glycidyle de la SAS SK Functional Polymer à Balan ;
- VU les avis de l'Autorité Régionale de Santé du 28 août 2021, du 28 mars 2022 et du 09 mai 2022 sur le projet de la société SK Functional Polymer ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 19 juillet 2022 ;
- VU les pièces, le déroulement et le résultat de la consultation du public par voie électronique réalisée du 27 juin 2022 au 11 juillet 2022 en application de l'article L.123-19-2 du code de l'environnement ;
- VU la convocation de Monsieur le président de la société SK Functional Polymer au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), accompagnée des propositions de l'inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours de sa réunion du 18 octobre 2022 ;
- VU la notification au demandeur du projet d'arrêté préfectoral ;
- VU l'observation de l'exploitant en date du 28 octobre 2022 ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées par la société SK Functional Polymer ne sont pas des modifications substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'encadrer la mise en œuvre du méthacrylate de glycidyle par des prescriptions techniques ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de demander à l'exploitant la construction d'une valeur toxicologique de référence (VTR) pour le méthacrylate de glycidyle et la réalisation d'une EQRS une fois cette VTR définie ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'actualiser le tableau des rubriques ICPE de l'établissement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- **ARRETE** -

Article 1^{er}

La société SK Functional Polymer dont le siège social est situé 16 place de l'iris – Tour CB21 - 92400 COURBEVOIE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à produire des PolyOléfines mettant en œuvre du méthacrylate de glycidyle sur ses installations de Balan autorisées par arrêté préfectoral du 17 mars 2005.

Article 2 – Rubriques ICPE exploitées

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2005 est remplacé par le tableau ci-dessous :

«

Rubrique	A, E D,DC NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Date d'autorisation, déclaration ou de mise en service
Classement par substances					
1185.2.a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	R 134 A : 638 kg R22 : 17 kg R407C : 27,7 kg FX100 : 18,9 kg R410A : 34,3 kg	735,9 kg	Antériorité décret 26/11/2012
1434.1.b	DC	Installation de déchargement ou de chargement de liquides inflammables	Chargement de citernes d'evazole Chargement de xylène TOTAL :	9 m³/h 9 m³/h 18 m³/h	17/03/05 13/11/2012
1434.2	A	Installation de déchargement ou de chargement de liquides inflammables desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation	Poste de dépotage wagons AVM Poste de dépotage camions AVM et chargement AVM souillé Poste de dépotage xylène, isododécane, et huiles Poste de dépotage propanal	-	17/03/05 20/02/12
1436-2	DC	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	EVAZOLES avec un point éclair 80°C. 8 citernes + en-cours (bidons + séparateurs)	227 tonnes	Antériorité Décret 3/03/2014

Rubrique	A, E D, DC NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Date d'autorisation, déclaration ou de mise en service
1532-2.b	D	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Stockage de palettes bois	1 430 m³	17/03/05
Activités					
2661.1.b	E	Transformation de polymères	Ré-emploi par extrusion Extrudeuses des unités EVA	36 T/j	17/03/05
2662.1	E	Stockage de polymères	Silos et stockage de produits finis conditionnés	40 000 m³	17/03/05
2915.1.a	E	Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur un corps organique combustible	2 unités	20 m³	17/03/05
Activités « IED »					
3410.h	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : matières plastiques (polymères...)		72 000 T/an 280 T/j	17/03/2005
Substances et mélanges dangereux					
4130-2	A (SSB)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	Acrylate d'éthyle : 3 citernes (3x35m³) En cours et déchets Total :	96,8 tonnes 34,1 tonnes 130,9 tonnes	15/07/14
4150.1	A	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 20 t	Stockage et emploi de Métacrylate de Glycydyle Total :	2 isocontainers de 21 tonnes + En- cours 42 tonnes	28/10/2022
4310.1	A (SSB)	Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t	Gazomètre de stockage de purges d'éthylène Hold up des unités de polymérisation Hold up conduite éthylène Total	1,3 tonne 9,4 tonnes 0,1 tonne 10,8 tonnes	17/03/05

Rubrique	A, E D,DC NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Date d'autorisation, déclaration ou de mise en service
4331.1	A	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t	<u>Xylènes</u> : Stockage (40m³) Camion (22T) Souillées	35,2 tonnes - 8 tonnes	08/08/1985
			<u>Acétate de vinyle (AVM)</u> Stockage aérien (625 m³, cuves 3D300, 34D300, 3D255)	582,5 tonnes	17/03/2005
			Wagons (16 wagons) Camions (125 tonnes) En-cours	1 193 tonnes - 17,3 tonnes	08/08/1985
			<u>Isododécane</u> Stockage aérien (50 m³) Camion (22 tonnes) En-cours	38 tonnes - 5,8 tonnes	20/02/2012
			<u>Propanal</u> Stockage aérien Camion (22 tonnes)	40,2 tonnes -	15/07/2014
			<u>Acrylate de butyle</u> Citernes (3x27,5 tonnes) En cours et déchets	82,5 tonnes 22,5 tonnes	17/03/2005
			Purges AVM/propanal	16 T	
			Huiles usées	30 T	
			Total	2 071 tonnes	
4421-1	A	Peroxydes organiques type C ou type D. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 3 t	Total peroxydes (C, D, E et F)	Stockage : 4,3 tonnes En-cours : 0,4 tonne Total : 4,7 tonnes	17/03/2005
4422-2	DC	Peroxydes organiques type E ou type F. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 10 t	Stockage : 4,3 tonnes En-cours : 0,4 tonne Total : 4,7 tonnes	Stockage : 1,5 tonne En-cours : 0,4 tonne Total : 1,9 tonne	17/03/2005
4746-2	D	Acrylate de méthyle (numéro CAS 96-33-3) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 500 t	3 citernes (3x35m³) Purges Déchets (moitié du bac 3D255)	Total : 134 tonnes	15/07/14

. »

Article 3

La 1ère ligne du tableau de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2005 est remplacée par la ligne ci-dessous :

«

Substances à surveiller	AVM ; méthacrylate de glycidyle
-------------------------	---------------------------------

. »

Article 4

L'arrêté préfectoral du 17 mars 2005 est complété par l'article 8.2.1.1.2 ci-dessous :

« 8.2.1.1.2. Auto surveillance par bilans matières

Les émissions totales atmosphériques de GMA sont évaluées chaque année et enregistrées dans un document spécifique tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 5

L'exploitant est tenu de proposer des valeurs toxicologiques de référence (VTR) pour le GMA avec l'appui d'un bureau d'études en toxicologie, pour chaque danger sanitaire décrit par la littérature scientifique (une voie d'exposition, un organe cible) et pour chaque type d'effet.

La construction de la ou des VTR doit être argumentée précisément en s'appuyant sur les études les plus péjoratives pour la molécule en question.

La ou les VTR produites doivent prendre en compte les risques sanitaires à seuil et les risques sans seuil, et permettre de quantifier ces risques (calcul d'un QD et d'un ERI).

Sur la base de la ou des VTR construites, l'exploitant devra élaborer une EQRS.

Ces études (construction des VTR et EQRS) devront être transmises au préfet de l'Ain sous un délai maximal de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de BALAN pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal attestant de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfète.
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée de quatre mois.

Article 7

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de l'affichage ou de la publication de la décision.

La requête peut également être déposée à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 8

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au président de la société SK Functional Polymer – 16 place de l'Iris – Tour CB21 – 92400 COURBEVOIE ;
- et dont copie sera adressée :
 - au maire de BALAN, pour être versée aux archives de la mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté ;
 - au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
 - au délégué territorial départemental de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes.

Fait à Bourg-en-Bresse, le

28 OCT. 2022

La préfète

Pour la préfète et par délégation,

La directrice par intérim des collectivités et de l'appui territorial,

Éline FONTENIAUD